

Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac
222, rue de l'Université
75343 Paris cedex 07



★ MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

**Accord-cadre relatif à des prestations de services
d'assurance tous risques pour les expositions et les
objets de valeurs du musée du quai Branly –
Jacques Chirac**

2021-MQB-00274-AC-00-00

Règlement de la consultation (RC)

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
LUNDI 15 NOVEMBRE 2021 A 17H00**

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 – PRÉSENTATION ET COMPOSITION DES OFFRES	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	8
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
ARTICLE 6 – PROCÉDURES DE RECOURS	10
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	10

Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens électroniques pour toute consultation engagée depuis le 1^{er} octobre 2018. Cela inclut la remise de l'offre, qui devra obligatoirement se faire de manière dématérialisée.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet de confier au titulaire des prestations de services d'assurance tous risques pour les expositions et les objets de valeurs du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Les spécifications techniques sont explicitées au CCTP n°00274.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Étendue de la consultation.

La présente consultation est passée en application de l'article R.2124-2 1° du Code de la commande publique (appel d'offres ouvert).

2.2. Représentant de la personne publique

Monsieur Emmanuel KASARHÉROU, Président de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, nommé par décret en date du 27 mai 2020.

2.3. Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est non alloti et mono-attributaire. Il ne comporte pas de tranches ni de variantes.

Il est conclu :

- A prix global et forfaitaire selon le prix énoncé dans l'acte d'engagement pour ce qui concerne les prestations relevant du **titre II** du CCP.
- A prix unitaires, dont les prix sont issus du bordereau des prix unitaires (BPU) présenté à l'acte d'engagement, pour les prestations relevant du **titre I** du CCP. La part à commande est conclue sans montant minimum mais avec un montant maximum de 200 000 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises, pour ce qui concerne les prestations de la part à commandes.

2.4. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an (1) à compter du 1^{er} janvier 2022 (date d'effet de l'accord-cadre). Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision expresse de la personne publique, notifiée au titulaire en respectant un préavis de trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

2.5. Questions des candidats sur le dossier de consultation

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande **au plus tard 6 jours calendaires avant** la

date limite de réception des offres aux adresses suivantes : **sur la plate-forme des achats de l'Etat (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) ou par courriel à l'adresse suivante : marches-publics@quaibranly.fr**

Seule la date de réception par le musée du quai Branly – Jacques Chirac fait foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date. Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation et s'étant identifiées, **6 jours calendaires** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de la nouvelle date limite de remise des offres.

2.6. Modifications de détail au dossier de consultation

L'établissement public du musée du quai Branly– Jacques Chirac se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts jours. Il court à compter de la date limite de remise des offres mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.

2.8. Variantes

La consultation ne comprend aucune variante obligatoire.

Les variantes facultatives sont autorisées. Sous réserve qu'il ait répondu à la solution de base, le candidat pourra présenter des propositions supplémentaires à condition qu'il s'agisse de propositions techniques au moins aussi performantes que celles de l'accord-cadre. Le candidat pourra notamment proposer des garanties plus étendues.

Lorsque le candidat proposera des variantes facultatives, il précisera obligatoirement dans l'acte d'engagement, les répercussions sur le prix global et forfaitaire et fournira un état comparatif détaillé précisant les différences de coût entre la solution de base et lesdites variantes facultatives.

En cas de présentation de variante, le candidat devra présenter un autre acte d'engagement, un autre BPU, une autre DPGF ainsi qu'un autre cadre de réponse correspondant à la variante.

Les variantes seront jugées en fonction des critères mentionnés à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

2.9. Visite facultative du site

Afin qu'ils puissent prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par l'exécution du présent accord-cadre, les candidats ont la possibilité de visiter le site du musée du quai Branly – Jacques Chirac. **Cette visite est facultative.**

Les candidats souhaitant effectuer une visite du site devront obligatoirement s'inscrire auprès de la Direction du développement culturel (DDC) et du Département du patrimoine et des collections (DPC) aux adresses suivantes : marine.martineau@quaibranly.fr et vincent.saporito@quaibranly.fr. Les candidats devront se présenter munis d'une pièce d'identité au 222 rue de l'Université - Paris 7ème. Les visites seront possibles jusque six (6) jours avant la date de remise des offres.

2.10. Négociation

Aucune négociation n'est prévue dans le cadre du présent accord-cadre, en application de l'article R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.11 Régularisation des offres

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, l'établissement public du musée du quai Branly– Jacques Chirac pourra autoriser la régularisation des offres irrégulières, c'est-à-dire ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation. Cette régularisation pourra être demandée aux candidats entre la remise des candidatures et des offres et le choix du titulaire, dans un délai approprié.

La régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles d'une offre, et ne concerne pas les offres inappropriées, inacceptables ou anormalement basses.

Les offres remises au format papier ne feront l'objet d'aucune régularisation.

2.12 Prestations réservées à une profession particulière

L'accord-cadre est ouvert à l'ensemble des professions habilitées à exercer des opérations d'assurances, telles que définies aux articles L.310-1 et suivants et L.551-1 et suivants du Code des assurances.

2.13 Mode de règlement

L'accord-cadre est financé sur le budget de l'Établissement public du musée du quai Branly– Jacques Chirac. Le paiement des factures/accomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai de paiement est fixé à trente jours à compter de la réception de la facture par l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard.

2.13. Groupement d'entreprises

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique, **il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements.**

Cependant, un candidat individuel peut être membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2142-23 du Code de la commande publique, **un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.**

Le cas échéant, la forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. En application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter les prestations détaillées et précisées dans l'accord-cadre et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

2.14. Diversité - Égalité dans les marchés publics

Le Ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité ». À cet égard, il souhaite sensibiliser et mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables, en leur rappelant les interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et aux discriminations.

Ainsi, tout opérateur économique peut se porter candidat à l'attribution d'un marché public, à l'exception toutefois des opérateurs économiques placés sous l'effet d'une interdiction de

soumissionner. Par ailleurs, la loi n°2014-873 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dispose que :

- Ne pourront accéder aux marchés publics les employeurs qui, au 31 décembre précédant la consultation, n'auront pas engagé une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre ;
- Sont également exclues de la commande publique les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation pénale définitive pour différentes discriminations énoncées à l'article 225-1 du code pénal, complété la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016.

2.15. Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatisé destiné à l'attribution du marché public afférent. Le responsable de ce traitement est le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b du Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016, dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)). Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle-ci. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics au sein du musée du quai Branly - Jacques Chirac, les personnes morales de droit privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres (notamment aux fins d'analyse des offres), les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public. Elles pourront ensuite faire l'objet d'un archivage sur un support informatique distinct dont l'accès sera restreint et effectué conformément aux délais de prescription légaux applicables aux documents des dossiers de marchés publics. Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au RGPD, les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données.

Pour exercer un de ces droits ou pour toute question relative au traitement des données, les candidats pourront adresser directement leur demande au délégué à la protection des données, Madame Nathalie TRZEWIK, par courrier postal à l'adresse suivante :

Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac
Service juridique et des achats
222, rue de l'Université – 75343 Paris cedex 07

ou à l'adresse électronique suivante cnil@quaibranly.fr. S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, il leur sera possible d'adresser une réclamation à la CNIL.

ARTICLE 3 – PRÉSENTATION ET COMPOSITION DES OFFRES

3.1. Habilitation du signataire

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. À cet effet, il doit être présenté dans l'offre du candidat les justificatifs adéquats certifiant qu'il est autorisé à signer l'ensemble des documents de l'offre.

La présente prestation est réservée aux professions habilitées à la présentation des opérations d'assurance en application des dispositions législatives et réglementaires du Code des assurances.

3.2. Monnaie

La personne publique choisit comme unité de compte l'euro. Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés dans cette monnaie. Le candidat doit présenter une offre libellée en euros. Si son offre est retenue, la mise au point finale de l'accord-cadre s'effectuera en euros.

3.3. Langue

Les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française sous peine de rejet.

3.4. Composition du dossier de consultation remis aux candidats

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

1. Le présent règlement de la consultation et son annexe unique « e-attestations » en fin de document ;
2. L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe 1 : Le formulaire DC4 valant demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance.
3. Le cahier des clauses particulières (CCP) n°274 du 30 juillet 2021 et ses annexes :
 - Annexe 1.a : Participation aux bénéfices
 - Annexe 1.b : Catastrophes naturelles ;
 - Annexe 1.c : Prestations d'intermédiation ;
 - Annexe 2 : Horaires d'ouverture du musée ;
 - Annexe 3 : Données de fréquentation du musée ;
 - Annexe 4 : Sinistralité ;
 - Annexe 5 : Activités de conservation ;
 - Annexe 6 : Conditions climatiques ;
 - Annexe 7 : Liste des expositions temporaires organisées sur les quatre dernières années.
 - Annexe 8 : Facility report des espaces d'expositions
4. Le cadre de réponse relatif aux modalités de gestion du contrat et des sinistres ;
5. Le formulaire portant lettre de candidature (DC1) et le formulaire portant déclaration du candidat ou du membre du groupement (DC2), ou le DUME ;

3.5. Composition des candidatures et des offres

3.5.1. Les pièces relatives à la candidature comprennent :

A. Le dossier administratif :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. A cette fin, le candidat peut avoir recours au formulaire DC1, au DUME, ou à un document libre ;
- Un extrait du registre du commerce (Kbis) ou inscription SIREN ou documents équivalents indiquant les personnes habilitées à engager la société.

B. Les garanties professionnelles et financières :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles ;
- Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet de l'accord-cadre et qualifications professionnelles éventuelles ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Une description, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation de l'accord-cadre.
- À cette fin, le candidat peut avoir recours au formulaire DC2, au DUME, ou à un document libre.

Conformément aux dispositions R. 2142-14 du Code de la commande publique, l'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat. Elles sont simplement souhaitées afin de mieux appréhender les capacités du candidat.

L'ensemble des documents mentionnés au présent A et B doivent aussi être produits par les éventuels co-traitants.

- **Si le candidat intervient en qualité de courtier**, il devra fournir une copie du mandat pour agir au nom de la (les) compagnie(s) qu'il entend saisir et préciser l'étendue de celui-ci, la compagnie qui effectue la proposition et son engagement de souscription.
- **Attestation d'inscription à l'ORIAS pour les intermédiaires en assurance.**

Avertissement : la réponse par le biais d'un intermédiaire d'assurances et/ou en coassurance, est considérée comme un groupement conjoint : chaque partie devra fournir les documents ci-dessus à l'exception de « la lettre de candidature » qui devra être produite en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement.

3.5.2. Les pièces relatives à l'offre comprennent:

- **L'acte d'engagement (AE)** à compléter, notamment en mentionnant l'adresse du courrier électronique du candidat où toute notification et toute correspondance pourra lui être valablement adressée, auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal.
Il sera accompagné éventuellement par son annexe n°2 d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés à l'accord-cadre (formulaire DC4 ou DUME). Que les sous-traitants soient désignés ou non à l'accord-cadre le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- **Le mémoire technique** reprenant les éléments constituant les critères de sélection des offres énoncés à l'article 5.2 du présent règlement de la consultation et présentant la nature et l'étendue des garanties ;
- Le **cadre de réponse** relatif aux modalités de gestion du contrat et des sinistres ;
- Les autres documents formant la police.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

L'ensemble des documents demandés est ci-après désigné sous le terme générique d'« offre ».
Les offres devront parvenir à destination avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du règlement de consultation.

Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, la consultation est dématérialisée. Les offres doivent être présentées par voie électronique via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les offres remises en format papier seront déclarées irrégulières et ne feront l'objet d'aucune régularisation.

Afin de s'assurer de la remise de l'offre électronique dans les délais, il est recommandé aux candidats de prévoir un délai suffisant avant la date et l'heure limites de remise indiquées en première page du présent règlement. Les offres réceptionnées hors-délai ne seront pas ouvertes, même si le téléchargement de l'offre sur la plate-forme a débuté avant la date et l'heure limites de remise.

Lorsqu'un même candidat a procédé au dépôt de plusieurs offres dématérialisées sur la plateforme, seule la dernière offre qui a été déposée sera ouverte par le pouvoir adjudicateur en application de l'article R 2151-6 du Code de la commande publique. Le candidat veillera à ce que le dernier pli dématérialisé déposé comprenne l'ensemble des documents de candidature et d'offre énoncés à l'article 3.5 du présent règlement.

Attention : la signature d'un fichier "ZIP" ne vaut pas signature des fichiers contenus dans ledit fichier "ZIP". Les fichiers constitutifs du ZIP doivent également être signés. Pour les groupements, les documents devant être signés conjointement par les membres du groupement doivent l'être de manière électronique.

Les pièces transmises par voie électronique sont chiffrées et signées par une personne habilitée à engager l'entreprise et disposant d'un certificat de signature électronique valide, sous réserve de sa conformité aux normes du référentiel général d'interopérabilité et au référentiel général de sécurité (certificat RGS). Ce certificat de signature devra répondre aux conditions fixées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Des éléments supplémentaires relatifs aux certificats de signature électronique et comment en obtenir sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.boamp.fr/Espace-entreprises/Comment-repondre-a-un-marche-public/Questions-de-procedures-dematerialisees/Qu-est-ce-qu-un-certificat-de-signature-electronique-et-comment-s-en-procurer-un>

Le candidat qui transmettra son offre par voie électronique pourra envoyer une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique sous réserve que cette copie parvienne au pouvoir adjudicateur avant la date et heure limite et qu'elle soit placée sous un pli scellé portant la mention « Copie de sauvegarde pour AC-271-accord-cadre-Contrôle-technique-NE PAS OUVRIR ».

La copie de sauvegarde sera ouverte par le pouvoir adjudicateur dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318503>

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. Jugement des candidatures

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- ✓ Adéquation des capacités professionnelles à l'objet de l'accord-cadre : références, qualifications professionnelles (Application des articles L452-1 et R452-10 à 13 du Code du patrimoine : qualifications requises et habilitation des personnes appelées à assurer des opérations de restauration) ;
- ✓ Adéquation des capacités techniques à l'objet de l'accord-cadre : moyens matériels et humains ;
- ✓ Adéquation des capacités financières à l'objet de l'accord-cadre : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les 3 dernières années).

5.2 Jugement des offres

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fondera sur les critères d'attribution pondérés de la façon suivante :

- **Critère n°1 : Prix (noté sur 50 points/100) divisé en deux sous-critères**

Le prix sera noté de la manière suivante :

- Pour la part à commandes (Titre I) (notée 30 points) appréciée sur la base de la tarification (article 5.1 de l'acte d'engagement) et de deux commandes-types :

Note du candidat = (Somme des deux commandes-types les plus basses x 30) / (Somme des deux commandes-types du candidat analysé).

- Pour la part forfaitaire (Titre II) (notée 20 points) appréciée à partir de la tarification (article 5.2 de l'acte d'engagement) :

Note du candidat = (montant de l'offre la plus basse x 20) / (montant de l'offre du candidat analysé) ;

- **Critère n°2 : Valeur technique de l'offre (noté sur 50 points) divisé en trois sous-critères :**

- ✓ **Sous-critère n°1** (noté sur 25 points/50) : Nature et étendue des garanties proposées incluant les conditions d'application.

Les besoins du pouvoir adjudicateur sont définis précisément dans le cahier des charges. Le cahier des charges est à accepter sans réserves, sous peine de rejet de l'offre.

- ✓ **Sous-critère n°2** (noté sur 15 points/50) : Méthodologie et outils mis à disposition en matière de prise en charge des sinistres ;
- ✓ **Sous-critère n°3** (noté sur 10 points/50) : Méthodologie et process de gestion opérationnelle pour la mise en place de la couverture d'assurance.

La somme des notes par candidat donne un total sur 100 points. L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée sera retenue.

ARTICLE 6 – PROCÉDURES DE RECOURS

6-1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr - Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

6-2. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffe du Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr - Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Renseignements d'ordre administratifs et techniques :

Service juridique : marches-publics@quaibranly.fr / Tel : 01.56.61.70.47

À Paris,
Le Président,
Emmanuel KASARHÉROU

ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pour l'attestation d'assurance et les attestations fiscale et sociale, le candidat retenu devra satisfaire à l'exigence suivante :

Les attestations d'assurance responsabilité civile, fiscale et sociale devront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par le Musée du quai Branly – Jacques Chirac, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestation.fr>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats à l'adresse suivante : marches-publics@quaibranly.fr